

**Assemblée générale**

Distr. générale  
11 octobre 2010

Original : français

---

**Soixante-cinquième session**  
Point 86 de l'ordre du jour  
**Portée et application du principe**  
**de compétence universelle**

**Lettre datée du 17 août 2010, adressée au Président**  
**de l'Assemblée générale par le Chargé d'affaires**  
**par intérim de la Mission permanente de Madagascar**  
**auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'un mémorandum en langue anglaise émanant de la Haute Autorité de la transition à Madagascar ayant trait aux récents développements et aux nouvelles perspectives, suite à l'Accord politique signé le 13 août 2010 à Antananarivo entre les différents partis politiques, en vue d'une solution de sortie de crise et l'organisation d'élections libres, crédibles, transparentes et démocratiques à Madagascar (voir annexe).

Je vous serais infiniment reconnaissant de bien vouloir faire assurer la diffusion dudit document à qui de droit.

Le Représentant permanent adjoint,  
Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Modeste **Randrianarivony**



**Annexe à la lettre datée du 17 août 2010 adressée  
au Président de l'Assemblée générale par le Chargé  
d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais]

## **Chapitre I**

### **Nouvelles perspectives de sortie de crise**

#### **I. Fondements de ces nouvelles perspectives**

L'échec des négociations de Pretoria a amené le Président de la Haute Autorité de la transition à prendre ses responsabilités afin d'accélérer le processus de règlement de la crise politique qui affecte Madagascar depuis maintenant 16 mois. C'est ainsi que M. Andry Nirina Rajoelina, dans son discours à la nation du 12 mai 2010, a solennellement déclaré qu'il ne serait pas candidat aux élections qui seraient organisées par le régime de transition. Cet engagement du Président vise à garantir la neutralité des futures élections, seule solution démocratique à la crise.

Le 12 mai 2010, le Président a également annoncé qu'il n'était plus le Chef de la « mouvance Rajoelina ». Cette décision marque simplement la fin de la notion de « mouvances ».

Ces deux décisions fondamentales sont à l'origine des nouvelles perspectives de sortie de crise.

Celles-ci reposent sur les quatre axes indiqués dans la feuille de route annoncée par le Président dans sa déclaration du 12 mai 2010 :

1. Promouvoir l'approche malgacho-malgache pour résoudre la crise;
2. Promouvoir une démarche globale en permettant la participation de toutes les forces vives de la nation et dépassant ainsi la notion des « quatre mouvances »;
3. Promouvoir le recours au pouvoir souverain du peuple par l'organisation d'élections (référéndum constitutionnel, élections législatives et présidentielle) dans un délai raisonnable;
4. Lancer le processus de rédaction de la constitution de la Quatrième République avec l'organisation d'une conférence nationale.

Afin de garantir la neutralité du processus, le Président a invité la société civile et le Comité des sages à coordonner la mise en œuvre de la nouvelle feuille de route.

#### **II. Création d'une structure indépendante pour la mise en œuvre des nouvelles perspectives**

Dans sa déclaration du 12 mai 2010, le Président Andry Rajoelina a lancé un appel solennel à tous les citoyens, hommes et femmes de bonne volonté, politiciens,

membres de la société civile, communautés religieuses et forces armées pour qu'ils œuvrent conjointement dans le cadre des initiatives qu'il proposait.

Cet appel a été entendu et a conduit à la création de deux entités neutres et indépendantes :

- Le Comité des sages (Ray aman-dreny mijoro);
- La Coordination nationale des organisations de la société civile (CNOSC).

Selon les fondateurs, ces deux entités restent ouvertes à toutes les personnalités de bonne volonté, à toutes les entités de la société civile sans exclusion ni discrimination, qui souhaitent apporter leur savoir-faire et leur expérience pour contribuer au règlement de la crise.

### **1. Le « Ray aman-dreny mijoro » (Comité des sages)**

Ce comité est composé de personnalités de bonne volonté d'horizons différents n'exerçant aucune fonction dans aucune institution de la transition.

C'est ainsi que d'anciens présidents d'institutions, premiers ministres, membres du Gouvernement, membres des assemblées parlementaires, officiers généraux, membres de communautés religieuses, représentants des milieux universitaires et des syndicats, dirigeants de la société civile et chefs traditionnels se sont portés volontaires pour contribuer à la recherche d'une solution à la crise. Leur principale mission est d'encourager le dialogue entre les partis politiques malgaches et de superviser l'organisation de la Conférence nationale qui jettera les bases de la Quatrième République.

Le Comité des sages est actuellement dirigé par un bureau présidé par le pasteur Paul Ramino de l'Église de Jésus-Christ à Madagascar, ancien Secrétaire général de cette église. Il a aussi présidé la Commission constitutionnelle pendant le forum national de 1992 qui a jeté les bases de la Troisième République.

Le Secrétaire général est un prêtre de l'Église catholique apostolique romaine.

Les membres du bureau ont été élus par l'assemblée générale du Comité des sages.

### **2. La Coalition des organisations de la société civile (COSC)**

La COSC est issue de l'unification de plusieurs associations ou groupements d'associations de la société civile. À l'origine, elle comptait 17 membres; au 30 juin 2010, les membres étaient au nombre de 30.

La Coalition est dirigée par un bureau de coordination composé de sept membres choisis par les associations et groupements. Les membres du bureau de coordination et du comité d'organisation sont des personnalités indépendantes qui n'exercent aucune fonction contrôlée par l'État.

Le rôle principal de la COSC est de mettre en œuvre les décisions du Comité des sages et surtout d'organiser les consultations préliminaires et les conférences nationales.

Il importe de souligner que l'État joue uniquement un rôle de facilitation et reste neutre dans l'organisation de ces consultations.

### **III. Mesures à prendre**

Ces mesures sont orientées dans deux directions :

- Organiser différentes consultations aux niveaux local et national (« Dinika santatra » ou réunions préliminaires et Conférence nationale);
- Amener les différents dirigeants politiques et entités de la société civile à adhérer au processus de règlement de la crise afin que la solution soit adoptée unanimement et de manière consensuelle.

#### **Organisation de différentes consultations aux niveaux local et national**

Conformément aux décisions prises à l'unanimité par le Comité des sages et la Coalition des organisations de la société civile, deux consultations doivent être organisées pour recueillir des propositions concernant la sortie de crise et les principaux thèmes de la constitution de la Quatrième République.

##### **1. Les « Dinika Santatras » (dialogues préliminaires)**

Selon les promoteurs qui, dans le cas présent, sont le « Ray aman-dreny mijoro » ou Comité des sages et la Coalition des organisations de la société civile, les « Dinika Santatras » ou dialogues préliminaires ont eu lieu avec la participation des populations dans chacun des 119 districts du pays. La vision et les aspirations de ces communautés constitueront les éléments de base du règlement de la crise, de même que les recommandations concernant la future constitution qui devraient être discutées à la « Fihaonambem-pirenena » ou Conférence nationale.

##### **2. La Conférence nationale**

La Conférence nationale correspond à l'une des principales revendications de l'ensemble des acteurs politiques du pays pour trouver une solution adéquate et durable à la crise malgache. Elle constituera aussi un processus de dialogue et de décision pour définir les grandes orientations de la constitution de la Quatrième République.

Actuellement, la société civile invite tous les mouvements politiques et toutes les composantes de la société à participer à cette consultation nationale, qui constitue une étape importante du règlement de la crise.

La Conférence nationale aura lieu dans la capitale du 30 août au 3 septembre 2010 et sera organisée par la société civile conjointement avec le Comité des sages, qui coopérera avec les partis politiques pour en déterminer le cadre de référence.

### **IV. Le Comité consultatif constitutionnel**

L'objectif ultime du régime de transition est d'établir la Quatrième République. Il faut pour cela rédiger et adopter une nouvelle constitution. Un Comité consultatif constitutionnel a été créé à cette fin.

Ce comité est composé de personnalités des milieux universitaire ou judiciaire et d'experts en droit constitutionnel et sciences administratives. Ses membres n'adhèrent à aucun parti politique.

Le Président du Comité consultatif constitutionnel est un magistrat, M. Florent Rakotoarisoa. C'est un ancien haut conseiller de la Haute Cour constitutionnelle de Madagascar et également un ancien Ambassadeur de Madagascar au Canada.

Selon le décret n° 2010-273 du 12 mai 2010, le rôle du Comité consultatif constitutionnel est de proposer au Gouvernement un ou deux projets de constitution.

Pour accomplir sa mission, le Comité a déjà mené à bien plusieurs tâches :

1. La collecte et la compilation de tous les projets préliminaires de constitution et de toutes les études constitutionnelles élaborées par les partis politiques, entités de la société civile et citoyens ordinaires. Au 30 juin 2010, quelque 320 projets ou études avaient été soumis au Comité;

2. L'audition de diverses personnalités politiques ayant exercé des fonctions de chef d'institutions sous les régimes précédents : chefs d'État, premiers ministres, présidents du Sénat, présidents de l'Assemblée nationale, présidents de la Haute Cour constitutionnelle;

L'audition de chefs de partis politiques, de dirigeants de syndicats, de magistrats et de différentes associations qui ont élaboré des projets de constitution ou des documents de réflexion ou lignes directrices pour la future constitution;

3. La compilation des résultats des ateliers thématiques et consultations nationales organisés depuis l'établissement du régime de transition et même auparavant (dialogues nationaux d'avril 2009, ateliers nationaux de janvier, février et mars 2010);

4. La rédaction d'un ou deux projets de constitutions dans le contexte de la Conférence nationale, qui fixera les principales lignes directrices pour la rédaction de la nouvelle constitution;

5. La présentation du ou des projets de constitution au Gouvernement, qui décidera du projet définitif qui sera soumis à référendum conformément aux lignes directrices fixées par la Conférence nationale.

## **V. Le rôle de la communauté internationale**

L'approche malgacho-malgache pour trouver une solution à la crise ne signifie pas que le régime refuse le soutien de la communauté internationale dans le processus de retour à l'ordre constitutionnel. Au contraire, les autorités de transition actuelles souhaitent que la communauté internationale apporte son soutien au processus lancé par la société civile et les partis politiques.

Ce soutien peut être envisagé à différents niveaux et dans différents domaines.

### **1. En ce qui concerne les activités de la Coalition des organisations de la société civile**

Certaines entités de la société civile ont exprimé leur appréhension quant à un financement émanant de l'État pour ce qui est de préserver leur indépendance. Les responsables du régime de transition n'élèveront aucune objection si la communauté internationale décide d'apporter son soutien aux initiatives des organisations de la société civile.

## **2. En ce qui concerne la Commission électorale nationale indépendante et le Comité consultatif constitutionnel**

Selon les décrets relatifs à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et au Comité consultatif constitutionnel, ces organismes sont habilités à recruter des consultants, lesquels peuvent être des experts internationaux ou étrangers. Cette latitude traduit la volonté du régime de transition d'accepter de faire appel à des experts internationaux pour l'organisation des futurs processus électoraux ainsi que pour la rédaction de la nouvelle constitution.

C'est ainsi que le Comité consultatif constitutionnel a fait appel au professeur Gaia, expert de l'Organisation internationale de la Francophonie.

De même, la Commission électorale nationale indépendante a tenu des séances de travail avec le sénateur européen Paul Wille.

## **3. S'agissant des élections :**

Le Code électoral permet à des observateurs internationaux de superviser les élections à Madagascar. De ce fait, les missions d'observateurs internationaux seront accueillies favorablement sur le territoire de la République pour observer les futures opérations électorales.

### **Conclusion partielle**

Les nouvelles perspectives de sortie de crise impliquent les étapes suivantes :

1. Organisation de conférences préliminaires ou conférences locales dans chacun des 119 districts;
2. Organisation de la Conférence nationale, dont la mission principale est de définir les grandes lignes de la nouvelle constitution de la Quatrième République et de débattre de questions importantes telles que la réconciliation nationale;
3. Élaboration d'un projet ou de projets de constitution par le Comité consultatif constitutionnel;
4. Organisation d'un référendum pour l'adoption définitive de la nouvelle constitution;
5. Organisation des premières élections législatives de la Quatrième République;
6. Organisation des élections présidentielles sur la base de la nouvelle constitution.

La situation politique à Madagascar a également évolué depuis que le dialogue s'est engagé entre le Président Rajoelina et les partis politiques malgaches.

## Chapitre II

### I. Évolution récente du processus de règlement de la crise

#### 1. Dialogues préliminaires

Le Comité des sages et la Coalition des organisations de la société civile ont organisé des dialogues préliminaires dans chacun des 119 districts de Madagascar les 28, 29, 30 et 31 juillet 2010.

Avec l'adhésion de plusieurs partis politiques, une grande partie des forces vives de la nation ont participé à ces consultations. Les participants ont exprimé librement leurs opinions. Plusieurs propositions et recommandations ont ainsi été recueillies, lesquelles seront soumises à la Conférence nationale, ce processus de décision devant se tenir du 30 août au 3 septembre 2010. Selon les chiffres rapportés par le comité d'organisation, 28 000 personnes ont participé à ces dialogues préliminaires.

D'après les renseignements réunis par le Comité des sages et la Coalition des organisations de la société civile, les questions ont porté sur les aspects suivants :

- La définition du cadre qui assurera la réussite de la transition tout en tenant compte des réalités sur le terrain;
- La définition d'une feuille de route pour la transition;
- L'établissement de règles claires acceptées par toutes les forces politiques pour l'organisation d'élections libres et transparentes qui seront observées conformément aux attentes internationales;
- La détermination des grands principes qui guideront l'élaboration de la constitution de la Quatrième République;
- La fixation du processus et des modalités pratiques de mise en œuvre de la réconciliation nationale.

#### 2. La Coordination nationale des organisations de la société civile

Les deux principales organisations de la société civile, à savoir l'alliance des organisations de la société civile qui est favorable à l'application des Accords de Maputo et la Coalition des organisations de la société civile qui est à l'origine des dialogues préliminaires avec le Ray aman-dreny mijoro (Comité des sages), ont institué la Coordination nationale des organisations de la société civile (CNOSC). Selon leur déclaration, les entités de la société civile se donnent, grâce à cet organe commun, les moyens de participer activement aux efforts de médiation entre les protagonistes de la crise politique. Ils peuvent ainsi contribuer efficacement aux différentes étapes pour le renouveau de la République.

Selon l'accord de partenariat conclu entre ces deux principales entités de la société civile, la principale mission de la Coordination nationale des organisations de la société civile est d'assurer la médiation en vue d'un règlement consensuel de la crise pour le renouveau de la République. La CNOSC se compose de sept membres titulaires et d'un remplaçant désignés par les organisations fondatrices et les représentants.

Les représentants de l'alliance des organisations de la société civile sont :

- Lalao Randriamampionona, titulaire;
- Noro Andriamamonjiarison, titulaire;
- Serge Zafimahova, titulaire.

Les représentants de la Coalition des organisations de la société civile sont :

- Aristide Velompanahy, titulaire;
- José Rakotomavo, titulaire;
- André Rasolo, titulaire.

Les représentants du KMF/CNOE (Comité national d'observation électorale) sont :

- Ernest Razafindraibe, titulaire;
- Voahangy Raveloson, remplaçant.

La CNOSC défend les valeurs suivantes :

- Maintien de la cohésion et de l'unité du groupe d'organisations de la société civile, initiatrices du processus;
- Neutralité et impartialité tout au long du processus par rapport aux détenteurs actuels du pouvoir, aux mouvements politiques et à toutes les autres parties prenantes;
- Engagement solennel de ses membres de ne pas exercer de fonctions dans l'exécutif de la nouvelle transition;
- Indépendance, notamment par rapport à ses parties prenantes.

### **3. Naissance d'un nouveau cadre de dialogue pour les partis politiques**

Le cadre de dialogue a été établi à l'initiative des partis politiques, conscients de l'importance de trouver une solution pour mettre fin à la crise. Au début, il ne comportait que neuf membres, mais actuellement il compte parmi ses adhérents plus de 50 partis et associations politiques connus dans l'ensemble du pays.

L'idée d'un cadre de dialogue pour les partis politiques a pris naissance lorsque deux groupes de dirigeants politiques se sont réunis pour échanger des renseignements. Ces dirigeants politiques se sont alors rendu compte qu'ils avaient certains objectifs communs :

- Trouver une solution à la crise;
- Préserver l'intérêt suprême de la nation.

En conséquence, ils ont décidé de poursuivre leurs réunions et discussions en vue de parvenir à un accord politique.

La première réunion du cadre de dialogue des partis politiques a eu lieu le 15 juillet 2010 avec la participation de 28 partis politiques, dont les partis soutenant le régime actuel et des partis d'opposition, tels que le parti TIM de l'ex-Président de la République, Marc Ravalomanana, représenté par son cofondateur, M. Raharinaivo Andrianantoandro.



Le 3 août 2010, ces dirigeants politiques se sont entendus sur un accord minimal, dont les points principaux sont les suivants :

- Président de la transition : Andry Rajoelina;
- Établissement d'un gouvernement d'unité nationale;
- La Haute Autorité de la transition élargie et sans exclusion devient le parlement de la transition;
- Reconstitution de la Commission électorale nationale indépendante et de la Haute Cour constitutionnelle.

Les membres du cadre de dialogue ont annoncé qu'ils n'interféreraient pas dans les rôles du Comité des sages et de la société civile. Néanmoins, ils sont convaincus que la crise qui sévit dans le pays est le résultat de l'action des politiciens. Il incombe par conséquent aux politiciens de trouver une solution pour sortir le pays de l'impasse politique actuelle dans l'intérêt suprême de la nation.

## **II. Réconciliation du Président Andry Nirina Rajoelina avec le cadre de dialogue**

L'accord minimal a été présenté à S. E. le Président de la Haute Autorité de la transition le vendredi 13 août 2010 au palais d'Iavoloha.

Au cours de la réunion, le Président Andry Nirina Rajoelina a déclaré qu'il n'était pas opposé à cette initiative louable des partis politiques et qu'il était disposé à conclure un accord en ce sens. Il a toutefois précisé que les négociations devaient porter en premier lieu sur l'établissement du calendrier électoral. S'agissant du souhait de la population d'avoir les dirigeants de leur choix, le régime actuel avait comme priorité l'organisation d'élections justes, équitables, libres et transparentes. Seules des élections démocratiques pouvaient être considérées comme la meilleure solution à la crise actuelle. Le Président a également proposé une table ronde réunissant tous les partis politiques et des représentants du régime actuel dans le but de conclure un accord politique.

Cette réunion a eu lieu du 9 au 11 août 2010 au Centre de conférences internationales d'Ivato. Plus de 80 partis politiques y ont participé.

Les discussions ont porté essentiellement sur la nécessité impérieuse de fixer le calendrier électoral et sur l'accord minimal rédigé par les membres du cadre de dialogue des partis politiques.

Cette réunion politique s'est terminée avec la signature d'un accord politique entre les partis politiques et les détenteurs du pouvoir. Celui-ci constitue une étape importante dans le règlement de la crise, car c'est le premier accord conclu dans le cadre du processus de dialogue malgache-malgache.

La cérémonie de signature a eu lieu le vendredi 13 août 2010; le mercredi 11 août 2010, l'accord avait déjà été paraphé par plusieurs partis et associations politiques.

### **III. L'accord politique entre les partis et le régime actuel**

Tous les partis et associations politiques signataires de l'accord politique ont affirmé que la non-candidature aux prochaines élections de M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la Haute Autorité de la transition, offrait toutes les garanties de neutralité quant à la gestion de la transition et à l'organisation des futures élections.

Les parties prenantes de l'accord ont également été unanimes à estimer qu'il était nécessaire de mettre fin dès que possible à la transition et que le seul moyen incontournable d'atteindre cet objectif restait la tenue d'élections libres, crédibles, transparentes et démocratiques.

De ce fait, l'accord politique signé le 13 août 2010 par les partis politiques et les dirigeants de la transition comporte deux aspects critiques :

- La fixation d'un calendrier électoral concerté;
- L'établissement d'une gouvernance d'unité nationale et d'un gouvernement d'unité nationale.

#### **A. Fixation d'un calendrier électoral concerté**

Tous les participants à la réunion politique d'Ivato ont affirmé la nécessité d'organiser dès que possible des élections pour permettre au peuple souverain d'exprimer son choix. À partir de là, les partis politiques ont décidé à l'unanimité que les élections auraient impérativement lieu au plus tard aux dates suivantes :

- 17 novembre 2010 : référendum constitutionnel;
- 16 mars 2011 : élections législatives;
- 1<sup>er</sup> mai 2011 : élections présidentielles.

Cette feuille de route électorale permettra à Madagascar d'avoir un président élu pour le 26 juin 2011, fête nationale de l'indépendance.

#### **B. Gouvernance d'unité nationale**

Le nouvel accord politique n'est pas fondé sur le concept des « mouvances ». Il est fondé sur une « nouvelle inclusivité » qui s'appuie sur l'identité de chaque parti politique. Il tient également compte des propositions des différentes parties prenantes dans le processus de règlement de la crise : l'ensemble de la population, les sages, les acteurs économiques, les forces armées et de sécurité, les détenteurs actuels du pouvoir, etc.

##### **1. Gestion de la transition**

##### **1.1 M. Andry Nirina Rajoelina reconfirmé en tant que Président de la transition et Chef d'État**

L'un des aspects importants de cet accord politique est l'acceptation par tous les partis et associations politiques que M. Andry Nirina Rajoelina continue d'exercer les fonctions de Président de la transition jusqu'à l'investiture du premier

Président élu de la Quatrième République. Il importe de souligner que certains partis politiques tels que le TIM étaient fortement opposés au régime actuel. Ce consensus marque une étape importante dans la normalisation de la situation et le retour à la paix sociale à Madagascar, car il réduit les risques de conflit qui ont caractérisé la période de transition.

La « nouvelle inclusivité » entraîne aussi la coresponsabilité des partis politiques et de ceux qui sont actuellement au pouvoir dans la gestion des affaires de l'État au cours de la période précédant les élections.

L'accord traite ensuite de plusieurs aspects relatifs à l'établissement d'un « gouvernement d'unité nationale ».

### **1.2 Gouvernement d'unité nationale**

Le Gouvernement sera dirigé par un premier ministre désigné par le Président de la transition parmi les personnes qualifiées proposées de manière concertée par les partis politiques. Les membres du gouvernement sont nommés par le Président sur proposition du Premier Ministre parmi les personnes qualifiées présentées par les partis politiques. Ces mécanismes de nomination associent étroitement les partis politiques à la formation du nouveau gouvernement.

### **1.3 Parlement de la transition**

Le futur parlement de la transition comportera deux chambres : le Conseil supérieur de la transition et le Congrès. L'organe législatif de la transition reflétera la diversité des acteurs politiques malgaches.

La Haute Autorité de la transition actuelle sera transformée en Conseil supérieur de la transition et élargie à des personnes qualifiées présentées par les partis et associations politiques signataires de l'accord. Tous les partis et associations politiques signataires seront représentés au Congrès. La principale mission du Parlement est la discussion et l'adoption de textes législatifs sur plusieurs aspects importants qui devront être examinés au cours de la transition, tels que l'amnistie, la loi sur les partis politiques et les améliorations possibles du Code électoral.

Les autres institutions de l'État telles que la Haute Cour constitutionnelle et la Commission électorale nationale indépendante conservent leur statut actuel. Par contre, la représentation des partis politiques au sein de la Commission sera renforcée.

## **2. Adhésion au processus lancé par la société civile et participation à la Conférence nationale**

L'accord politique indique la volonté des partis politiques d'adhérer aux initiatives de la société civile dans le processus de règlement de la crise. Toutefois, il exhorte la société civile à respecter la neutralité et l'impartialité dans la conduite de la médiation.

L'accord politique n'empêche pas la tenue de la Conférence nationale. Néanmoins, les signataires invitent la société civile à définir conjointement avec les partis et associations politiques le cadre de référence de la Conférence nationale.

L'accord propose certains thèmes à débattre au cours de cette convention fondamentale ainsi que la méthodologie qui garantira le succès de l'entreprise.

Il est ainsi proposé que la Conférence nationale débatte et propose des résolutions sur les thèmes suivants :

- a) La constitution de la Quatrième République (modèles et régimes);
- b) L'amnistie;
- c) La réconciliation nationale;
- d) Le statut de l'opposition;
- e) La laïcité de l'État;
- f) L'impunité;
- g) La Haute Cour de justice;
- h) Le découpage territorial;
- i) L'inclusivité par le respect de la parité;
- j) Les conventions pour remédier à l'insécurité.

Les autres textes importants à revoir sont les suivants :

- a) Le Code électoral;
- b) Le Code de la communication;
- c) La loi sur la concurrence;
- d) La loi sur les partis politiques et leur financement.

La constitution et l'amnistie sont deux questions primordiales pour sortir le pays de la crise. Il incombe par conséquent à la Conférence nationale de formuler les lignes directrices relatives à la rédaction de la nouvelle constitution et de jeter les bases de la loi d'amnistie.

### **3. Réconciliation nationale**

Les signataires ont réaffirmé la nécessité de mettre en œuvre la réconciliation nationale. Un Comité de réconciliation nationale sera créé après que la Conférence nationale en aura défini les programmes d'action.

À cet égard, des mesures d'apaisement, telles que la libération des détenus politiques, l'amnistie et la réouverture des médias censurés, seront soumises aux instances délibérantes (Conférence nationale, juridiction compétente, Parlement de la transition). Les autorités de la transition s'engagent à respecter et à appliquer les décisions adoptées par ces instances.

### **4. Adhésion à l'accord politique**

L'accord prend effet à la date de sa signature et reste ouvert à l'adhésion de tous les partis et associations politiques qui ont participé aux négociations des 9 au 11 août 2010.

La signature de l'accord politique entre les partis et le régime actuel constitue un pas important vers le règlement de la crise. Elle traduit la volonté d'une grande

partie de la société malgache d'aller de l'avant et de mettre fin à ce conflit politique. Elle démontre aussi dans les faits la prise de conscience par les acteurs politiques du besoin impératif de se fonder sur les valeurs de base de notre société, à savoir la solidarité et le dialogue.

## **VI. Le 13 août 2010, date historique**

La cérémonie de signature de l'accord politique a eu lieu au Centre de conférences internationales d'Ivato. Toutes les forces vives de la nation, les organes administratifs tels que les services armés, l'appareil judiciaire et l'administration civile, ont participé à la cérémonie. Des représentants diplomatiques de pays étrangers, dont le Sénégal, l'Espagne, la Turquie et la France, ont également participé à cet événement historique. Au total, quelque 1 500 personnes se sont rendues au Centre de conférences internationales pour assister et apporter leur soutien à cet événement mémorable qui façonnera l'avenir de la nation.

Cette date est également historique parce qu'elle marque la volonté des politiciens malgaches de surmonter leurs divergences et leur antagonisme dans l'intérêt supérieur de la nation, tout en renforçant la cohésion et la solidarité nationales, fragilisées depuis le début de la crise. En fait, l'image dominante de cette journée est l'exemple donné par le porte-parole du TIM (parti de l'ex-Président Marc Ravalomanana), M. Raharinaivo Andrianantoandro. Il était en fait le seul membre du bureau de ce parti à avoir dirigé le mouvement d'opposition contre le régime de transition depuis le début de la crise.

Ce dirigeant de premier plan du parti TIM a été désigné par le cadre de dialogue pour lire la déclaration des partis politiques. Dans son discours, il a lancé un appel vibrant à la classe politique en général et au peuple pour qu'ils unissent leurs forces et œuvrent conjointement à faire sortir le pays de la crise. Il a également appelé les trois anciens Chefs de l'État à suivre la voie de la réconciliation ouverte par les signataires de l'accord. Il importe aussi de noter qu'une quarantaine de parlementaires du parti TIM étaient présents à la cérémonie, prouvant ainsi la volonté politique du porte-parole du parti.

En outre, la plupart des partis politiques signataires de l'accord ont présenté des candidats à la dernière élection présidentielle de 2006. Ces partis ont également été les plus actifs dans la vie politique des cinq dernières années : c'est le cas de l'AVI de l'ancien Chef d'État et de gouvernement Norbert Lala Ratsirahonana, du TIM de l'ex-Président Marc Ravalomanana, de l'AKFM-Fanavaozana de l'ancien Vice-Premier Ministre aux affaires étrangères Ny Hasina Andriamanjato, du Fanilo de feu Herizo Razafimahaleo, du PSDUM de l'ex-Président de l'Assemblée nationale Jean Lahaniriko et du MTS de l'ancien maire de Tamatave Roland Ratsiraka. Les partis qui ont déjà annoncé des candidats aux prochaines élections ont également signé l'accord : le MDM de l'ancien Vice-Premier Ministre Pierrot Rajaonarivelo, le MAMAFISOA de l'ex-Président du Sénat Rajemison Rakotomaharo et le RPM de l'ancien Premier Ministre et député Gilbert Raharizato. L'association politique créée par M. Andry Nirina Rajoelina à l'époque de sa candidature à la mairie de la capitale a également signé l'accord.

Enfin, les signataires de l'accord politique ont déjà commencé à prendre contact avec les partis et autres entités qui ne l'ont pas encore signé. Une réunion a été tenue avec M. Fetison Rakoto Andrianirina de la mouvance Ravalomanana pour

lui expliquer le processus lancé par le cadre de dialogue. D'ailleurs, l'ouverture de l'accord aux autres mouvements politiques constitue désormais la priorité des signataires.

## **Conclusion**

Au moment de la rédaction du présent mémorandum, on peut dire que le processus malgacho-malgache de règlement de la crise est définitivement engagé et sur la bonne voie.

Le soutien ou simplement l'encouragement de la communauté internationale constitueront un signal fort qui permettra d'avancer rapidement vers l'adhésion de tous les acteurs politiques au processus. En tout état de cause, on note qu'à l'heure actuelle la grande majorité des partis politiques qui ont du poids sur le plan électoral soutiennent fermement l'accord politique.

---